

L'Adresse—Le très hon. M. Trudeau

au cœur même de nos problèmes actuels. Or c'est presque exclusivement le gouvernement qui, par les techniques et les méthodes qu'il a adoptées, est responsable de ce malaise. Le député veut que je termine la phrase et je m'empresse de le faire, car le discours du trône affirme aussi que nous pouvons nous engager dans une ère où s'accroîtra «le désir de liberté, de coopération et d'unité». C'est ce que nous obtiendrons quand nous nous serons débarrassés de ce gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le premier ministre se plaît à parler de la nécessité de réformer les structures du Canada. L'expression «réforme structurale» revient sans cesse dans le discours du trône. Pour permettre au pays d'entrer dans cette nouvelle ère dont parle le discours du trône, une réforme structurale majeure s'impose, Votre Honneur, et c'est de congédier le gouvernement.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Je propose donc, appuyé par mon collègue, le député de York-Simcoe (M. Stevens), que les mots suivants soient ajoutés à l'Adresse en réponse au discours du trône:

... mais que la Chambre regrette d'informer Votre Majesté que l'incompétence des ministres de Votre Majesté ait détérioré l'économie du Canada et sapé, dans le pays et à l'étranger, la confiance en cette économie.

Des voix: Bravo!

[Français]

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je voudrais d'abord m'associer à ceux qui tout à l'heure à la Chambre ont exprimé à l'honorable député de Halifax (M. Stanfield) notre profonde tristesse devant la mort de son épouse Mary. Je pense que depuis plusieurs mois nous étions tous contents de voir qu'elle avait pris du mieux, et nous espérions qu'elle serait encore parmi nous, pour voir, comme nous le voyions si souvent dans le passé, son air joyeux, sa profonde bonté, dans les réunions sociales que nous avions le plaisir de fréquenter.

Je voulais simplement dire en mon nom personnel et au nom des députés de ce côté-ci de la Chambre, notre plus profonde tristesse et sympathie devant cette dure épreuve. Je voudrais aussi m'associer au chef de l'opposition qui a tout à l'heure exprimé sa satisfaction que Sa Majesté la reine Elizabeth II du Canada nous ait permis, à nous parlementaires, de nous associer aux célébrations du vingt-cinquième anniversaire de son règne.

Je veux simplement ajouter, encore une fois, que nous souhaitons beaucoup de santé et de bonheur, non seulement en cette année du jubilé qui se termine, mais pour toutes les années à venir, à Sa Majesté ainsi qu'à tous les membres de sa famille. Je partage aussi l'avis du chef de l'opposition, qui a fait des compliments aux motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Il est évident que l'honorable député de Louis-Hébert (M. Dawson) réunit des qualités remarquables chez quiconque, mais encore plus remarquables chez un homme encore jeune, qui a su exprimer hier, avec toute la maîtrise qu'il a acquise dans ses expériences administratives comme élu à des Commissions scolaires, qui a su exprimer, dis-je, d'une façon claire, succincte et convaincante, des pensées fort sérieuses sur l'économie et l'avenir de notre pays. Je pense que le meilleur compliment qu'on puisse lui faire serait de dire que M^{me} Albanie Morin aurait été très fière de voir son successeur à l'œuvre ici.

[M. Clark.]

Quant à l'honorable député de Malpèque (M. Wood), nous savions qu'il ajouterait à nos délibérations ses connaissances acquises dans le domaine agricole, ainsi que dans celui de l'industrie alimentaire. Nous attendions chez lui également cette sorte de sens de l'humain qui caractérise tellement le citoyen de l'Île du Prince-Édouard, et je dois dire que nous n'avons pas été déçus par son esprit ouvert, son esprit de cordialité et sa très grande humanité.

Au tout début de ce débat, monsieur le président, je voudrais exprimer mon opinion à ce stade-ci de l'histoire du Canada, à savoir que l'avenir des Canadiens, l'avenir de notre nation elle-même est vraiment dans les plateaux de la balance. Et l'histoire dira de quel côté le poids a été mis. Il est certain que ce sera par une volonté collective de tous les citoyens que nous pourrons peser sur les plateaux de la balance et exprimer d'une façon claire et vigoureuse toute la confiance que nous avons en l'avenir du Canada.

A aucun moment de notre histoire a-t-on vu une menace aussi grave pour notre société, tant du point de vue économique que du point de vue unité nationale. Plusieurs pourraient bien s'inquiéter de cette situation, voire même montrer un visage de désespoir, comme c'est souvent le cas du côté de l'opposition officielle. Quant à nous, nous avons tous raison de croire que peut-être à aucun moment dans notre histoire la population canadienne a-t-elle été mieux préparée à faire face au défi qui se présente à nous, à aucun moment l'opinion canadienne a-t-elle été mieux informée des choix qu'elle doit faire et, à aucun moment a-t-elle été aussi capable de forger elle-même sa destinée dans le monde qui nous environne. C'est pour cette raison que, malgré le portrait sombre qui a été brossé par le chef de l'opposition et qui correspond en bonne partie à la réalité, de notre côté nous avons confiance en l'avenir.

Je vais indiquer, comme le chef de l'opposition m'a invité à le faire, les pensées que j'entretiens sur l'économie et sur l'unité nationale. Je commencerai d'abord par parler de la situation économique.

● (1612)

[Traduction]

Le chef de l'opposition (M. Clark) m'a mis au défi de dire ce que je pense de la situation économique. C'est ce que je ferai le plus sérieusement possible. D'une manière générale, je suis d'accord avec lui en ce qui concerne les symptômes. Par contre, je devrai indiquer les orientations que le gouvernement suivra non seulement dans ce discours-ci mais aussi dans les autres interventions qui marqueront ce débat. Le chef de l'opposition a vigoureusement dénoncé les symptômes. Je ne m'y attarderai pas. Le taux de chômage et le taux d'inflation sont élevés et le dollar canadien a considérablement dégringolé.

J'aimerais exposer à la Chambre les causes de cette crise et lui suggérer ensuite des solutions que préconise le gouvernement. Monsieur l'Orateur, je suppose que la façon la plus simple de décrire la cause générale de notre situation économique actuelle, c'est de dire que les Canadiens en général, autrement dit les gouvernements, fédéral et provinciaux, les citoyens et tous ceux qui tiennent les rênes de l'économie, ne sont pas parvenus à s'adapter aux réalités externes et internes du monde. Je répugne à me lancer dans les petits détails d'ordre technique. Il existe deux publications officielles du